

revue de Culture générale

La nation est une communauté de rêves "a un jour déclaré André Malraux, signifiant par là que ce qui fonde une nation, ce sont des projets, des valeurs communes qui structurent l'unité de cette communauté. À l'échelle européenne, c'est bien cette "communauté de rêves" que les pères fondateurs du projet européen avaient voulu mettre en place après la catastrophe humaine de la Seconde Guerre mondiale.

En fixant aux États européens comme objectif commun l'établissement d'un cadre juridique commun respectueux des droits de l'homme par le biais du Conseil de l'Europe d'une part, et l'élimination de la guerre du continent européen par un accroissement des interdépendances économiques d'autre part, Robert Schuman, Jean Monnet puis Konrad Adenauer et Charles de Gaulle ont fondé la base de cette communauté de rêves. Elle sera par la suite appelée le projet européen.

Néanmoins, les évolutions récentes du monde contemporain, marquées par une intensification de la mondialisation et des transformations profondes de l'ordre et des rapports de force structurant les relations internationales ont contribué à conduire le projet européen à la paralysie puis à la crise. Aujourd'hui, la question est désormais de savoir si le projet européen peut encore être sauvé ou si, dépassé par les évolutions contemporaines, il n'est plus à même de répondre aux attentes des Européens au XXI<sup>e</sup> siècle.

Lieu de rivalités historiques, l'Europe a pourtant également donné

naissance à la conception et la mise en place d'un projet européen, qui a poursuivi l'objectif d'un dépassement des tensions interétatiques et d'établissement d'une paix pérenne sur le continent européen.(I) Cependant, face à la crise sociale, culturelle et politique que traverse l'Union européenne, il convient de refonder le projet européen sur une communauté de valeurs qui fondent la spécificité de l'identité européenne.(II)

- Si l'Europe a longtemps été le lieu de rivalités tenaces entre puissances européennes (A), elle a également été le théâtre de conception et de mise en œuvre de projets ambitieux d'union des États européens (B).

L'histoire de l'Europe a été marquée par des antagonismes séculaires dont on peut retracer l'origine à l'Antiquité et au Moyen Âge. En effet, dès l'Antiquité, une rivalité existe entre la Grèce antique et l'Empire romain, qui sera fondée sur la conception grecque de l'étranger comme barbare. Cette rivalité est mise au jour pour la première fois par Cécilien qui retrace dans ses écrits la première rencontre de philosophes grecs avec les sénateurs romains à la suite de la conquête par Rome de la péninsule grecque : reçue et interrogée par les sénateurs, la dégradation de philosophes grecs

ne répondra à aucune question et restera silencieux. Quelques années plus tard, c'est au tour de Sénèque de décrire l'ambivalence des Grecs et des Romains par une comparaison, dans ses Lettres à Lucilius, des philosophes épicuriens et stoïciens : pour Sénèque, la véritable sens de la vie est à trouver dans le stoïcisme et non dans l'épicurisme, une philosophie où le travail et la rigueur, maîtres secrets des Romains, n'ont pas la même importance.

Plus tard, des rivalités surgissent entre la France et la Grande-Bretagne. Dès le Moyen Âge, alors que l'Europe s'est morcelée en royaumes, la Guerre de Cent ans révèle au grand jour l'inimitié du royaume de France et de la Grande-Bretagne : afin de extirper les populations, le roi Charles VII accorde à Jeanne d'Arc une place de commandement symboliquement forte, que l'on retrouve dans le tableau de Jean-Baptiste Ingres, Jeanne d'Arc au sacre de Charles VII, où le peintre a fait de Jeanne d'Arc la porte drapeau de la monarchie française.

Enfin, l'antagonisme séculaire entre la France et l'Allemagne apparaît clairement dans les rivalités d'abord entre François I<sup>er</sup> et Charles Quint, puis plus tard entre la famille des Valois et des Bourbons et des Habsbourg, qui donneront notamment lieu à la longue guerre de succession d'Espagne au début du XVII<sup>e</sup> siècle.

Ces rivalités, accentuées par la montée des nationalismes dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, débouchent sur l'éclatement de l'Europe et les deux conflits mondiaux. Si l'affirmation des spécificités nationales commençant dès le XIII<sup>e</sup> siècle avec Jean de Bédouin et sa formule "Le roi est empereur en son royaume", ces spécificités sont consacrées par les traités de Westphalie de 1648 et particulièrement par l'affirmation de l'identité et de la spécificité française après la Révolution de 1789. De cette révolution naissent en effet des débats sur ce que sont les nations et les identités : tandis que dans son Discours à la Nation allemande, Fichte pose les bases de la définition objective de la nationalité (une langue, une culture, une histoire commune), la France défend une définition subjective des nationalités : tandis que l'historien Numa Fustel de Coulanges explique à son homologue allemand Mommsen que "la

patrice, c'est ce qu'on aime", Ernest Renan, dans sa conférence de 1882 intitulée "Qu'est-ce qu'une Nation", le décrit comme un "plébiscite de tous les instants". L'antagonisme franco-allemand devient alors un antagonisme identitaire.

Ce renforcement des antagonismes est traduit sur le plan politique par les stratégies de Bismarck, qui fonde le concept de "Realpolitik", visant à contenir la puissance française et à maintenir sur le continent européen un "équilibre des puissances" : par des alliances mouvantes, les rapports de force sont ainsi préservés des déséquilibres fondés sur les rivalités nationales. Ces stratégies, orientées par la "Weltpolitik" de Guillaume II de Prusse, débouchent sur des explosions des nationalismes dans les Balkans, l'éclatement du continent européen et le début de la Première Guerre mondiale, décrits dans le détail par Stefan Zweig dans Die Welt von Gestern (Le monde d'hier), où il se pose comme observateur européen inquiet des séparatismes et évolutions nationalistes européennes.

Toutefois, afin de dépasser ces antagonismes, des projets d'union des États européens naissent dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui débouchent sur la déclaration Schuman et la mise en place des fondations de l'Union européenne (8).

Si dès le Moyen Âge, des penseurs comme Jean Bodin et Grotius conçoivent des projets de "société universelles", ceux-ci se multiplient réellement à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Des penseurs et hommes politiques conçoivent alors des projets visant à installer une paix pérenne et universelle.

Ainsi Kant rédige-t-il dès les années 1790 son Projet de paix perpétuelle, dans lequel il pense un système supranational européen sur le modèle des États-Unis d'Amérique. Cependant, c'est sur le plan politique que des initiatives concrètes poursuivent cet objectif : c'est dans la perspective d'une retour à une paix durable que le Congrès de Vienne se réunit en 1815 après la chute de Napoléon : réorganisant les États européens, il met en place d'une part la Sainte-Alliance, une entente conservatrice visant à maintenir les familles royales

## œuvre de Culture générale

à la tête des Etats, et d'autre part le Concert des Nations, véritable forum de sécurité où les puissances européennes s'entendent sur des décisions de politique étrangère. Ce concert se réunit régulièrement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, comme à Londres en 1831 pour régler la question belge ou à Berlin en 1878 pour établir un partage des colonies et les règles présidant à la colonisation.

Surtout, le XIX<sup>e</sup> siècle sera le siècle où sera véritablement conceptualisé un système de sécurité collective internationale, par le biais de Louis Bourgeois, chef de file du solidarisme et auteur de l'essai Pour une Société des Nations, dont le projet sera concrétisé au sortir de la Première Guerre mondiale. C'est d'ailleurs à la tribune de la Société des Nations qu'André Briand appellera à la mise en place d'une fédération d'Etats européens pour éliminer définitivement la guerre du continent européen, dont les bases juridiques ont notamment été posées par le Traité de Locarno de 1928 par lequel les Etats s'engagent à régler automatiquement leurs différends de manière pacifique.

Tous ces projets ont jeté les bases de la construction européenne après la Seconde Guerre mondiale. Alors que dans ses Lettres à un ami allemand, Albert Camus explique que l'Europe s'est construite petit à petit autour d'un idéal commun de paix et de respect de l'homme, incarné dans la résistance française, cet idéal se fait jour quelques années après la fin de la guerre dans le désormais célèbre discours de Robert Schuman

du 9 mai 1950, Pour l'Europe : il y lie la nécessaire coopération des Etats européens en vue du maintien de la paix et du progrès de la civilisation et souligne les "solidarités de fait" qui unissent les Etats européens. Sur ces bases seront négociés le traité de Rome, mais surtout, à la chute de l'Union soviétique, le traité de Maastricht en 1992 et enfin le traité de Lisbonne en 2009. Ces traités créent sur le plan juridique une communauté d'Etats unis autour de valeurs communes qui sont incarnées dans l'Œde à la fois de la neuvième symphonie de Beethoven : union, égalité, paix sont au cœur du projet européen, qui peut désormais reposer sur les devises "Unis dans la diversité" de l'Union européenne et "Tous différents, tous égaux" du Conseil de l'Europe. Cependant, la construction du projet européen s'est faite plus laborieusement que l'évolution du monde, créant, avec l'intensification de la mondialisation et les transformations de l'ordre international, les conditions d'une crise majeure du projet européen.

Face à la crise sociale, culturelle et politique que traverse l'Union européenne, il convient aujourd'hui de reformuler le projet européen sur une communauté de valeurs qui redonneraient sa spécificité à l'identité euro-

L'intensification de la mondialisation et une construction européenne par le haut ont conduit à un décalage grandissant entre Européens et institutions européennes et à une crise du projet européen. (A)

Il apparaît tout d'abord qu'une origine de la crise à laquelle est confrontée l'Europe se trouve une accélération de la mondialisation et un fossé de plus en plus large entre citoyens, Etats et institutions européennes. En effet, dans son livre Nous ne sommes plus seuls au monde (2016), Bertrand Badie analyse les transformations de l'ordre international d'un point de vue social. Ce qu'il appelle l'"intersocialité", soit le lien qui lie les peuples du monde directement entre eux, s'est intensifié avec l'essor des technologies de la communication et de l'information, du fait que les Etats ne sont désormais plus les seuls acteurs des relations internationales : les opinions publiques ont un impact direct sur la conduite de celles-ci, au point que nous en sommes arrivés à une situation "d'impuissance de la puissance et de puissance des impuissances" : les Etats ne sont plus maîtres de l'agenda international mais sont appelés à être de plus en plus dans la réaction que dans l'action. Or les Etats et les institutions européennes n'ont pas évolué à la mesure de ces transformations, créant ainsi un décalage entre l'ordre établi et le monde tel qu'il fonctionne aujourd'hui.

Cette situation conduit à une perte de repères des citoyens européens, que Romano Gary illustre parfaitement dans son roman de 1972, Europe : l'ambassadeur de France à Rome est "tout d'univers d'abstractions" et ne retrouve plus dans le projet européen le "cordon ombilical" qui faisait la connexion entre la culture et la réalité de la construction européenne : l'homme est décomplexifié et ne sait plus quelle est son identité dans un monde où les interconnexions sont de plus en plus grandes. Entre "société-pâté" et beauté pure et parfaite, le personnage principal ne sait plus laquelle de ces deux facettes incarne l'Europe, conduisant à une sorte de schizophrénie du personnage et à une perte de repères.

Ce décalage conduit à un renforcement des sentiments nationalistes et à l'abandon des principes fondateurs de l'UE, tant sur les plans

individuels, que nationaux et institutionnels. L'émergence des sentiments nationalistes est particulièrement perceptible par le biais des derniers résultats électoraux européens : dès 2014, les populistes et eurosceptiques obtiennent un nombre record de sièges aux élections du Parlement européen. A cette occasion, un tiers des sièges français est remporté par le Front national. Depuis, les populistes confirment leurs percées électorales, avec notamment le succès important et rapide en Allemagne du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD - Alternative für Deutschland) qui a élu des élus dans neuf Länder sur seize et s'impose face au parti chrétien-démocrate de la chancelière allemande Angela Merkel. Par ailleurs, le succès du oui à 52% des suffrages exprimés à l'occasion du référendum sur la sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni - Brexit - a marqué l'aboutissement de mois de campagnes anti-européennes du député européen Nigel Farage.

Le crise du projet européen se fait également jour par l'abandon des principes fondateurs de l'UE par les Etats, et en particulier l'abandon du principe d'assistance et de solidarité entre Etats membres. Cette crise s'est fait jour avec l'explosion de la crise migratoire en 2015 et avant avec l'implosion de l'économie grecque à la suite de la crise financière de 2009 puis de 2014. Dans ces deux situations, les Etats se sont désolidarisés des pays touchés, soulignant leurs propres difficultés intérieures : ainsi, la Grèce et l'Italie, pourtant confrontées à de graves difficultés internes, font face à un afflux ininterrompu de réfugiés depuis l'explosion des crises syrienne et libyenne : en 2015, un million et deux de réfugiés ont échoué sur les rives grecques et italiennes. Pourtant, ces pays ont beaucoup de difficultés à obtenir de leurs partenaires européens qu'ils les soulagent de ce poids. Au contraire, des pays d'Europe centrale comme l'Autriche ou la Hongrie ont préféré fermer leurs frontières.

Sur le plan économique, le même constat peut être fait : tandis que des pays comme la France ont une croissance plus lente que d'autres comme l'Allemagne, ces derniers devraient mener une politique budgétaire expansionniste pour aider la zone euro à sortir de la crise ; bien au contraire, le gouvernement allemand poursuit la politique de "Schwarze Null" (pas de nouvelles dettes),

revue de Culture générale

laisser ainsi les autres pays se débrouiller tout seuls. Néanmoins, cette crise ne signifie pas la mort du projet européen : comme l'a souligné Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, l'intégration européenne s'est faite grâce aux crises que l'Europe a traversées. Mais lors, le projet européen peut encore être sauvé, à condition de le refonder sur une communauté de valeurs qui fonderait la spécificité de l'identité européenne (1).

Afin de sauver le projet européen, une refonte de la "communauté européenne" s'impose. Il s'agit tout d'abord de "recréer" l'homme européen, comme le dit René Guénon dans lequel "tout ça finira à nouveau à Auschwitz", selon Nalynna - la sorcière-potain, en fait l'une des faces de l'Europe dans l'Europe. Mais lors, l'Europe doit se recentrer sur ce qu'elle a de propre et qui fonde sa spécificité à l'échelle internationale, notamment la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine, la protection de l'environnement et la démocratie, dont le projet européen constitue l'une des expériences les plus ambitieuses du XXI<sup>e</sup> siècle, alors que les Etats du monde entier tendent à se référer sur eux-mêmes.

De plus, il est primordial que les Etats renouent avec la "solidarité de fait" mentionnée par Robert Schuman et qui devait être le ciment de l'Europe. Pour ce faire, les Etats doivent sortir des paradigmes idéologiques

et redéfinir l'apport concret que la construction européenne pourrait contribuer par elle dans un monde globalisé: la France représentant environ 1% de la population de la planète, si elle veut conserver son influence, elle se doit de renforcer le projet européen: l'Europe, forte de ses 500 millions d'habitants, est la première économie mondiale et un exemple d'intégration politique et économique pour de nombreuses régions du monde.

En suivant une telle démarche, la construction européenne aurait l'avantage de se faire du bas vers le haut, soit avec la soutien des citoyens, et non plus du haut vers le bas, comme d'une construction imposée à la population et dont le Traité de Lisbonne porte le vif stigmate du refus du traité constitutionnel de 2005. En prenant exemple sur l'Irlande, dont la révision constitutionnelle a été médiatisée par le documentaire de Goldaia Demain, une implication des citoyens européens dans la construction de l'Europe de demain ne peut que renforcer le projet européen original. Une telle démarche serait d'ailleurs en phase avec l'organisation du monde décrit par Bertrand Badier: le paradigme évoluerait d'une opinion publique "sur" l'international (ou <sup>sur</sup> l'européen) à une opinion publique européenne.

Enfin, il faut réviser la dynamique de l'intégration européenne pour qu'elle soit plus représentative de ce que veulent les Etats. Dans les "Perspectives" du Ramsey 2017 de l'Institut français des Relations Internationales,

son président, Thierry de Montbrial défend que l'intégration européenne de demain doit se faire par cercles d'intégration, quitte à créer une Union à plusieurs vitesses : rendue possible par l'art. 40 du Traité sur l'Union européenne, cette approche permettrait d'une part d'être à l'image des aspirations européennes des Etats : ceux souhaitant une intégration économique plus poussée sans une intégration politique conséquente pouvant désormais le faire, d'autre part de rendre les critères d'intégration plus stricts et plus représentatifs de la situation interne des Etats. Ainsi Thierry de Montbrial défend-il que cette approche aurait permis d'inter une intégration aussi rapide de la Grèce, de la Bulgarie ou de la Roumanie à la zone euro ou au marché commun, ces pays n'en étant pas au même stade sur le plan intérieur que les pays les plus développés de l'Europe de l'Ouest.

Pour finir, et c'est sans doute le point essentiel, il faut remettre en place la dynamique franco-allemande, appelée non seulement par le président de l'IFRI, mais également par les chefs d'Etat européens. C'est sur la base de la réconciliation franco-allemande que l'Europe s'est construite, ce qui a inscrit l'amitié franco-allemande dans l'ADN européen. Les deux pays doivent donc s'entendre sur des domaines clés sur lesquels ils peuvent faire avancer l'intégration européenne, et débattre leur place de chefs de file des Etats du Sud pour la France ou des Etats de l'Est et du Nord pour l'Allemagne. Si en leur temps les amitiés entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt ou encore entre François Mitterrand et Helmut Kohl ont permis à l'Europe d'aller de l'avant, c'est bien la signe que la proximité des chefs d'Etat des deux pays est primordiale au moteur européen.

Ainsi le projet européen peut-il être sauvé, sans même avoir recours à une réforme des traités ni à avoir à convaincre les pays réfractaires à l'embrasser dans sa totalité, sans concession. A l'heure

où la mondialisation et le progrès technologique accélèrent tous les flux de communication et d'échange, une Europe "système solaire" avec plusieurs orbites, selon la métaphore du président de l'IFRI, peut même être le signe d'une plus grande résilience et adaptabilité face aux changements qui affectent les relations internationales. Le projet européen n'est pas mort, ni même inanimé, comme on l'écrit le sommet européen informel à 27 qui a eu lieu à Bratislava à la rentrée 2016: les Etats européens ont la volonté de poursuivre l'expérience européenne, la question qui se pose est simplement: comment? Mais lors, comme Christa Wolf se demande quand commencer la création d'un homme socialiste nouveau en République démocratique d'Allemagne dans Nachdenken über Christa T. (Pensées sur Christa T.), on pourrait nous demander au sujet de la réforme du projet européen, voire de sa réinvention: "Wann, wenn nicht jetzt?" (Quand, sinon maintenant?)